DESCENTE DE POLICE À L'IMPRIMERIE

Le *Journal d'un homme libre* de Benchicou saisi

Le prochain livre Journal d'un homme livre, du journaliste Mohamed Benchicou, a fait l'objet d'une inexplicable censure au niveau de l'imprimerie Mauguin de Blida. Cette pratique, digne des régimes médiévaux, renseigne encore une fois sur la nature d'un régime qui fait de la lutte contre la liberté d'expression l'une de ses priorités.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le livre du directeur du journal *Le Matin*, que les autorités ont suspendu depuis 2004, a été en fait bloqué à l'imprimerie même, à la suite d'une descente policière «musclée», apprend-on dans le communiqué diffusé par Mohamed Benchicou. «C'est la deuxième année consécutive que la censure méchante, absurde et irréfléchie frappe mes écrits», lit-on dans le document. La sortie du *Journal d'un homme libre* a été programmée à l'occasion du prochain Salon international du livre qui devra avoir lieu à la fin de ce mois. «L'an dernier, l'abus de pouvoir consistait à prohiber *Les geôles d'Alger* au Salon du livre d'Alger et à murer le stand de mon éditeur, ce qui nous plaçait déjà dans l'outrance médiévale et le grotesque», s'indigne Benchicou, qui a été emprisonné pendant deux années à la prison d'El-Harrach. «Aucune raison ne justifie cette interdiction, car tout a été fait dans les normes et le respect des procédures administratives qu'autorise la loi algérienne.

Photo : Samir Sid

En plus, j'avais avisé les organisateurs du Salon du livre d'Alger, qui m'ont donné leur accord, pour participer à cette manifestation. Le directeur du salon et celui de l'Anep étaient très courtois avec moi et m'ont même promis d'assister à la séance de vente dédicace au Palais des expositions», déclare l'auteur de *Bouteflika : Une imposture algérienne*. Ce qui étonne Benchicou, c'est le fait d'interdire un livre dont personne n'est mis au courant sur son contenu. «Il s'agit là d'un acharnement à interdire un homme ou un auteur, que d'interdire le livre lui-même. Dans les pays où le principe de la liberté d'expression est respecté, on laisse le livre sortir et ensuite entamer une action en justice, seule institution à pouvoir décider de son retrait des étals des libraires ou non», estime notre interlocuteur, joint par téléphone. Interrogé sur les détails de cette «bévue» des pouvoirs publics, Benchicou affirme que les employés de l'imprimerie ont été terrorisés par les policiers, qui auraient expliqué à la directrice que «l'ordre est venu de très très haut».

Ce qui pousse l'auteur du *Journal d'un homme libre* à s'interroger sur celui qui se cache derrière «ce label de très, très hautes autorités.» Malgré l'interdiction qui frappe son livre, Benchicou ne désarme pas et déclare qu'il fera tout pour trouver un autre imprimeur, ici en Algérie, avant la fin du mois de novembre prochain. Sinon, le manuscrit sera diffusé sur la Toile, via le site du journal électronique *Le Matin*.

Le livre sortira toutefois en France, aux éditions Villeneuve, au courant de ce mois d'octobre. Par ailleurs, Mohamed Benchicou déclare que «par cet acharnement contre mes écrits, et après m'avoir emprisonné et suspendu le journal que je dirige, le pouvoir algérien entend me désigner comme le récalcitrant à une sorte d'allégeance collective, qui ne dit pas son nom, qui s'imposerait au monde de l'édition en Algérie, et à laquelle nul écrivain ou éditeur ne saurait se soustraire, sans se rendre coupable de la fitna».

Benchicou espère, par ailleurs, voir «ceux qui ont interdit mon livre réviser leur décision et le laisser paraître en Algérie». En attendant, Benchicou réaffirme son engagement et déclare refuser «ce statut d'insoumis, je ne suis qu'un auteur parmi ceux qui font vivre l'expression dans mon pays.

Je dénonce, et je dénoncerai toujours, la censure médiévale, cet étranglement du verbe et de la parole qu'entend instituer le pouvoir par la force et la prébende, un fait accompli qui abolirait, dans l'Algérie du XIXe siècle, la liberté d'éditer et de lire et qui consacrerait, à jamais, le livre comme une affaire de clous, de grandes planches et de brigades de police. Je continuerai à me battre, par tous les moyens, pour que le livre *Journal d'un homme libre* voie le jour dans les librairies de mon pays, comme je ne renonce pas à imposer le retour du quotidien *Le Matin* sur les étals de nos buralistes».

L. M.

KARIM TABOU DANS UN MEETING À DRAÂ-EL-MIZAN :

«Le FFS dérange»

Dans le cadre des activités du parti du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabou, premier secrétaire de ce parti, s'est exprimé longuement, dans un meeting organisé par la section locale, à la salle de cinéma «Le Maghreb» de Draâ-El-Mizan.

Après avoir écouté l'hymne national, une minute de silence a été observée à la mémoire des victimes de la démocratie, Karim Tabou a d'emblée remercié les militants de toute la daïra, venus très nombreux pour assister à ce meeting, sans omettre de rendre un vibrant hommage aux gens de la presse nationale. Ensuite, d'un ton élevé, il enchaînera : «D'ici à Draâ-El-Mizan, cette importante région qui a joué et qui continue à jouer un rôle important dans ce pays avec sa fierté de porter haut le drapeau national, je dénonce les dirigeants de ce pays qui organisent des dîners et inaugurent des cités et autres jardins de distraction au moment où nos frères de Ghardaïa souffrent le martyre en cherchant toujours les principales causes de cette catastrophe.

De notre côté, nous préciserons que les raisons de ce malheur ne se limitent pas aux eaux de pluie mais plutôt à l'éclatement du barrage de cette ville, construit avec des gabions camouflés avec une couche de cinq centimètres de ciment. Normal, dira t-il, lorsque la corruption prend de l'ampleur et, est instituée en règle. Il regrette que l'Etat ne dispose d'aucune vraie politique de prévention pour affronter les situations de risques, pourtant les signaux d'alerte n'ont pas manqué.»

Ne s'arrêtant pas là, Tabou a continué à dénoncer et douter du nationalisme des dirigeants actuels qui sont en train de remettre sur les rails les mêmes scénarios d'autrefois.

Même les députés n'ont pas échappé aux critiques virulentes du responsable du FFS «ils ont vendu ce pays pour une augmentation des salaires, c'est du troc qu'ils font : pour tout acquit, il faut lever la main en échange.

Au lieu de représenter dignement les citoyens à l'Assemblée en combattant la fermeture des unités de production, remplacées par des activités insignifiantes et d'aucune utilité».

Karim Tabou a affirmé qu'il n'y a pas de vrais partis politiques d'opposition en Algérie et que toutes les formations actuelles obéissent à une pièce de théâtre que le système utilise sauf dans le cas du FFS, parce que celui-ci fonctionnant suivant des principes et non des intérêts.

Le FFS qui arrive à mobiliser autour de lui des gens et des personnalités, est actuellement sujet de vraies campagnes de déstabilisation orchestrées par les décideurs, ajoutera le conférencier. Il ira même jusqu'à défier le ministre de l'Intérieur pour un débat public. Tabou dira à cet effet, que son parti continue à recevoir du courrier et le dernier, l'invitant à communiquer l'identité de tous les membres du conseil national avec leur adresse personnelle, leur profession ainsi que de préciser le nom de l'employeur.

Tabou a, en parallèle, fait de la forme de gouvernance actuelle et celle datant de l'ère coloniale une seule alternative. Pendant l'ère coloniale, les Algériens avaient des députés et des élus locaux tout comme aujourd'hui mais sans réelles perspectives, c'est le total flou, dira-t-il. Quant à la perspective de l'élection présidentielle et sa surveillance, Tabou a affirmé qu'aucune institution, aucun parti ni journal n'a le minimum de données pour surveiller ces élections.

Slimane S.

INONDATIONS MEURTRIÈRES DE GHARDAÏA

«L'erreur humaine à l'origine de la catastrophe», selon les élus FFS

Khoudir Sekkouti est formel. L'erreur humaine est à l'origine des inondations meurtrières qui ont touché la wilaya de Ghardaïa.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Ce membre de l'Assemblée populaire de la wilaya de Ghardaïa, issu du Front des forces socialistes (FFS), par ailleurs président de la commission d'urbanisme au sein de la même institution, qui est intervenu jeudi à l'occasion de la rencontre nationale des maires FFS au siège national du parti à Alger, soutient que c'est le non-respect des normes techniques dans la construction du barrage de Oued Laâdira, dans la région de Djaref, qui a dévasté la région. Selon lui, le barrage construit en 2005 ne répondait pas aux normes, ce qui a provoqué la destruction de la digue sur 70 mètres sous la pression des eaux cumulées.

Pour le président de la commission d'urbanisme de l'APW de Ghardaïa, la technique de gabionnage (pierres et grillage) et sans fondations, utilisée dans la réalisation de ce barrage à 20 km du chef-lieu de la wilaya de Ghardaïa, n'est pas adaptée à ce type d'ouvrage censé protéger la ville des crues de l'oued.

Ne comptant pas s'arrêter là, un rapport d'expertise est en cours d'élaboration par des experts et des ingénieurs sur les différentes infrastructures (notamment les retenues collinaires) construites sur le territoire de la wilaya et destinées à protéger la vallée du Mzab des crues. Ce rapport, une fois achevé «dans le courant de cette semaine», sera rendu public et soumis aux différentes institutions de l'Etat. D'autres élus FFS présents à cette réunion des maires ont évoqué l'introduction d'une plainte contre «les responsables de ces défaillances».

Le FFS a également fait état de graves irrégularités dans la distribution des aides humanitaires aux sinistrés ainsi que la couverture «manipulatrice» de la télévision publique algérienne de l'événement. «Au lieu d'aller soutenir les sinistrés de Ghardaïa dans leur douleur, le président Bouteflika a préféré partir dépenser l'argent publique à Tlemcen», relève l'un des élus FFS.

L. M.

AFFAIRE ALI MECILI

«Le FFS salue la décision de la justice française»

Le FFS a salué, par la voix de son premier secrétaire national Karim Tabou, la décision de la justice française quant au maintien de l'inculpation du diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni dans le cadre de l'affaire de l'assassinat de l'avocat Ali Mecili. «Nous nous félicitons de la prise en charge du dossier de Ali Mecili. Vingt ans après son assassinat, l'histoire a fini par rattraper les responsables», a estimé Karim Tabou en regrettant que «le gouvernement algérien se soit réduit à la manipulation en parlant d'erreur et d'homonymie au lieu de montrer une réelle volonté politique d'ouvrir le dossier de cette affaire».

L. M.

CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Les appréhensions de Belkhadem

Abdelaziz Belkhadem ne semble pas partager l'optimisme des autres membres du gouvernement à propos de l'impact de la crise financière internationale sur l'économie de l'Algérie. Le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République et secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), a fait part de ses appréhensions lors d'une journée d'étude sur la crise organisée jeudi par son parti. «Nous ne pouvons pas être catégorique en disant que l'Algérie est à l'abri de cette crise financière. L'Algérie n'est pas isolée du reste du monde. Nous voulons connaître les conséquences de cette crise est les moyens d'y faire face», a déclaré Abdelaziz Belkhadem.

Ce dernier a estimé que la chute subite du prix des hydrocarbures pourrait avoir des conséquences immédiates sur l'économie de l'Algérie. Pour ce qui est des investissements étrangers, il a indiqué que les projets pourraient être revus à la baisse. Mais selon lui, l'économie nationale a pu être préservée jusqu'à présent grâce à «des décisions politiques adéquates». Parmi ces mesures, il citera la politique de désendettement, le rejet de la convertibilité du dinar et la bonne gestion de l'épargne publique.

Fouad Hakiki, universitaire et ancien conseiller de Abdelhamid Temmar, a souligné que les pays en voie de développement pourraient bien être touchés si cette situation perdurait. Pour lui, cette situation pourrait avoir des répercussions sur le plan politique, notamment dans les pays qui vont vers des échéances électorales. A ce titre, Fouad Hakiki citera le cas des Etats-Unis d'Amérique.

Abdelkrim Harchaoui, ancien ministre des Finances et actuellement député du Rassemblement national démocratique, s'est étonné du fait que les milieux financiers n'aient pas vu venir cette crise. «La situation reste obscure et complexe. Mais je n'arrive pas à expliquer qu'aucun expert n'ait prévu cette catastrophe. Pourtant, le monde de la finance dispose de systèmes informatiques sophistiqués, disposant d'indicateurs de prévention», a noté Harchaoui.

T. H.